Dans cet article, Philippe Marlière, professeur de sciences politiques à University College London, revient sur les récentes controverses sur le port du burkini en France, montre la ligne de fracture qu’elles ont créé au sein de la gauche française, et réfute les arguments qui sont déployés pour justifier des attaques racistes et sexistes contre les femmes musulmanes.

Ce sont les photos de la honte et de l’ignominie. Elles sont apparues dans un premier temps dans la presse anglo-saxonne et ont ensuite fait le tour du monde[1]. Quatre policiers municipaux armés s’approchent d’une femme allongée sur une plage de galets à Nice. Ils lui ordonnent de retirer un débardeur qui recouvre le haut de son corps. Sous les regards en apparence acquiesceurs de vacanciers dénudés, la femme s’exécute. Ces policiers appliquent un arrêté municipal interdisant le port du burkini sur les plages, ce vêtement qui recouvre l’intégralité du corps.

La controverse déclenchée par ces interdictions dans diverses stations balnéaires n’est pas insignifiante, car elle a connu des développements juridiques avec la prise d’arrêtés municipaux confirmés par les tribunaux[2]. Elle a également aggravé les tensions communautaires déjà vives. Il est d’autant moins aisé d’ignorer ce tumulte qu’il crée une ligne de fracture importante au sein de la gauche française.

Un point de vue dominant incohérent

À gauche, l’opinion dominante veut que le burkini doit être combattu au nom du féminisme car ce vêtement serait, dans tous les cas de figure, un signe d’asservissement de la femme. Cet argument me semble incohérent. Je voudrais montrer qu’un point de vue progressiste ne peut contester le libre choix du port du burkini (comme de tout vêtement ou signe religieux), quelle que soit l’opinion personnelle que l’on puisse avoir de ce vêtement par ailleurs.

À l’exception de Manuel Valls, aucun-e dirigeant-e se réclamant de la gauche n’a catégoriquement pris position en faveur de l’interdiction du burkini. La lettre, l’esprit et la

jurisprudence relatifs à la loi de 1905 sont en effet clairs : celle-ci n’impose pas la neutralité religieuse aux individus dans les lieux publics. Par conséquent, interdire le port du burkini constitue un acte contraire à la laïcité.

Il faut noter que les positions prohibitionnistes sont moins tranchées qu’antérieurement : en 2004, lors du vote de la loi interdisant les signes religieux à l’école (cette loi ciblait avant tout le hijab), pratiquement toutes les composantes de la gauche avaient approuvé une autre mesure discriminatoire et anti-laïque. Cette loi contrevenait à la laïcité puisque les élèves ne sont pas non plus tenus à la neutralité religieuse.

Les “émancipateurs” de gauche ont soutenu une loi qui, de fait, prive d’enseignement des jeunes filles. Il s’agit d’une incohérence majeure entre les objectifs libéraux affichés par les prohibitionnistes et les conséquences pratiques néfastes de cette loi pour les personnes concernées.

Le burkini serait, d’une part, la manifestation d’une emprise salafiste ou wahhabite sur la communauté musulmane (française). Cette affirmation péremptoire est réfutée par les spécialistes de la question[3]. Ni le soi-disant État islamique, ni les Talibans ne tolèreraient le port du burkini car celui-ci permet l’accès à un espace public où la semi-nudité et la mixité sont la règle. En réalité, le burkini est une adaptation moderne de la tradition islamique, dans le sens où il concilie des préceptes religieux et l’autonomie individuelle. Ce vêtement permet aux musulmanes de s’exposer sur une plage et de se baigner. On constate d’ailleurs que les femmes qui portent le burkini sont plutôt jeunes et intégrées dans la société française. Le burkini, comme le hijab, juxtapose une double affirmation identitaire dans l’espace public : musulmane et française.

Les contempteurs du burkini (ou du hijab) n’ont de cesse de renvoyer aux pratiques dans les théocraties islamiques : dans ces pays, nous disent-ils, les femmes se battent pour avoir le droit de se dévêtir en public. Les progressistes doivent bien entendu soutenir les femmes qui souhaitent se dévoiler quand le hijab ou le burkini leur sont imposés. Mais, nous ne traitons pas ici du cas de l’Iran ou de l’Arabie saoudite. Nous débattons de pratiques françaises, dans un contexte où une large majorité de femmes fait ce choix de manière autonome et libre.

La menace d’un État autoritaire

Dans une démocratie pluraliste, est-ce le rôle des pouvoirs publics d’imposer aux individus la manière selon laquelle ils doivent se vêtir ou se dévêtir ? Le législateur avait senti le danger lors du vote de la loi interdisant le port de la burka en 2010 : celle-ci est bannie, non sur la base d’une atteinte à la laïcité, mais en vertu de considérations relatives à la sécurité publique et à la nécessité de décliner son identité.

Des individus de gauche ambitionnent d’émanciper des femmes voilées, contre la volonté de ces dernières. Ce comportement paternaliste me met très mal à l’aise. Comment, dans une société française multiculturelle, multiconfessionnelle et multiethnique, peut-on s’arroger un tel droit sur d’autres personnes ? Il est évident que l’ensemble de nos choix de vie est loin d’être éclairé ou progressiste ; qu’il répond souvent au déterminisme de la structure sociale et autres préjugés. Mais s’il fallait que la gauche se donne pour objectif de remettre dans le droit chemin toutes les personnes qui s’habillent mal, pensent mal ou font de mauvais choix de vie, il faudrait rééduquer la majorité de la population !

Partant, pourquoi cette obsession, dans une certaine gauche, à vouloir réguler les choix “aberrants” de femmes musulmanes ? J’y vois une raison historique et une autre conjoncturelle : d’une part, la gauche française porte en héritage un profond anticléricalisme, voire un sentiment antireligieux, hérité de la période de la querelle entre la jeune république laïque et une Église catholique socialement influente. Une vulgate marxiste permet de justifier ce combat contre “l’opium du peuple” : le croyant est celui qui a une fausse conscience et qui pense mal. Il faut donc lui faire voir la lumière, y compris aux femmes voilées qui pourtant ne demandent aucunement qu’on les rééduque.

Que l’athéisme militant puisse de nos jours continuer de passer pour le *nec plus ultra* de la pensée progressiste en France est étonnant. C’est assurément un cas unique dans le monde occidental. En Europe nordique et méditérranéenne, les accommodements entre la religion et les valeurs de gauche sont courants et ne soulèvent aucun débat. Lorsque je séjournais dans la Toscane rouge, ma logeuse, une vieille communiste adoratrice de Togliatti, avait pour habitude de dire des personnes honnêtes et généreuses : “È un buon cristiano” (c’est un bon chrétien).

Un facteur conjoncturel doit aussi être pris en compte : la gauche dans son ensemble n’en finit pas de regretter que les deuxième et troisième générations originaires du Maghreb, qui sont prolétarisées dans l’ensemble, ne se soient pas laïcisés comme les Polonais ou les Italiens. Notons en passant que le “modèle” français d’intégration a toujours fonctionné de manière autoritaire et coercitive. Gérard Noiriel a souligné cet aspect dans une étude pionnière sur l’immigration en France[4]. Au début du 20e siècle, le “catholicisme baroque” des Polonais déplaisait aux autochtones, des Italiens réputés “voleurs” étaient victimes de rixes et l’antisémitisme s’est manifesté de manière virulente aux 19e et 20e siècles. Ces immigrés européens se sont intégrés au prix d’une adaptation aux normes dominantes de la communauté nationale, ce qui a nécessité l’abandon de leur propre identité d’origine (langue et culture).

La gauche anticléricale et l’islam

En réalité, cette gauche anticléricale ne pardonne toujours pas aux jeunes musulmanes de sortir voilées. C’est, à ses yeux, une trahison insupportable. Entre cette gauche-là et les jeunes musulmanes, l’incompréhension est totale. On le sait, les partis de gauche, quels qu’ils soient, n’aiment “afficher” en public que des musulmanes parfaitement laïcisées, c’est-à-dire non voilées ou encore conformes aux canons de la femme occidentale.

Dans la plupart des autres pays européens, des élues de gauche portent le hijab et cela ne pose aucun problème. Et s’il y en a un, le parti fait corps pour défendre l’élue auprès du public au nom de l’égalité et du pluralisme. En France, de LO au PS, on fait en sorte que les femmes voilées n’aient aucune fonction partisane ou élective. Discriminées, ces musulmanes se tiennent évidemment à l’écart des partis de gauche.

Il existe une autre aporie idéologique qui explique le raidissement pathologique d’une partie de la gauche vis-à-vis des femmes musulmanes : celle-ci interprète le monde à partir d’une grille de lecture républicaine. Il faut préciser que nous parlons ici du *républicanisme français*, car l’idée républicaine a précédé la révolution française, et connait dans le monde diverses interprétations[5]. Je qualifie l’interprétation française de “communautarisme national” ou “communautarisme majoritaire”[6]. En effet, depuis 1789, la conception de la

citoyenneté française repose sur l’idée d’une appartenance à une communauté nationale, dont chaque individu doit épouser les normes dominantes sous peine d’être accusé de menacer l’ensemble de l’édifice.

Le républicanisme français, un communautarisme national

Cet ethos est consigné dans les mots d’ordre de “nation une et indivisible” ou encore la suspicion à l’égard de tout corps intermédiaire entre le-la citoyen-ne et l’État. La culture jacobine méprise et réprime les langues régionales, les corps intermédiaires et ce qui sort d’un cadre culturel “français bourgeois”. En conséquence, l’étranger ne peut s’intégrer au cadre républicain communautariste que s’il adopte les us et coutumes indigènes. N’est-ce pas le sens de l’appel à la discrétion réclamé par Jean-Pierre Chevènement à l’égard des musulmans[7] ? N’est-ce pas l’idée véhiculée par Jean-Luc Mélenchon qui, interrogé sur la “mode islamique”, compare le port du hijab à des “mœurs bizarres” comme celle de se “mettre une plume sur la tête”[8] ? N’est-ce pas la sentence rendue par Manuel Valls qui décrète que le port du burkini est incompatible avec “nos valeurs” (c’est-à-dire les valeurs dominantes de la communauté nationale)[9] ?

Ce républicanisme communautariste, un faux universalisme dans la pratique, n’est donc pas l’apanage d’une droite nationaliste ou xénophobe[10]. Interrogé sur l’interdiction du Burkini, Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l’élection présidentielle de 2012, pense qu’il s’agit d’“une provocation politique” et une “instrumentalisation communautariste du corps des femmes”. Il n’a rien à redire des propos de Valls si ce n’est qu’il a “eu tort d’en rajouter”[11]. Bref, dans l’esprit du leader de la “France insoumise”, les femmes musulmanes n’ont aucune autonomie, aucune liberté, ou quand elles exercent cette liberté, elles font de mauvais choix. Critiquer les femmes pour leur apparence physique, les vêtements qu’elles portent, leur poids, a de tout temps été l’une des expressions les plus brutales du machisme patriarcal. Un arc républicain communautariste s’est donc formé : il englobe une partie de la gauche radicale et de la gauche modérée, la droite et l’extrême droite. Le ressort de ce communautarisme est le dédain affiché pour les libertés individuelles et le rejet de la différence culturelle.

À l’étranger, ce mode de raisonnement holiste est jugé liberticide et inadapté à des sociétés culturellement plurielles. Les élites franco-françaises se bercent d’illusions quand elles affirment que ce “modèle républicain” suscite l’admiration de nos voisins. Il n’en est rien : l’intégration à la française fait l’objet d’un rejet croissant à l’étranger. Que des militants de gauche, pétris de culture internationaliste et se réclamant du libéralisme culturel, ne perçoivent pas la nature réactionnaire de ce républicanisme autoritaire, ne laisse pas de me surprendre. L’intégration selon le procédé communautariste républicain ne résout donc aucun problème de cohabitation entre les différentes cultures et confessions. Au contraire, il ne fait qu’aviver les tensions car il est source continuelle de décisions arbitraires qui sont créatrices d’inégalités entre individus.

Pourquoi ces femmes musulmanes soustrairaient-elles leur corps à la vue de tous alors que les femmes laïcisées se dévêtissent, semblent nous dire ceux qui défendent le communautarisme national ? Je suis favorable à la nudité sur les plages, mais pourquoi faudrait-il que cette préférence personnelle soit imposée à tout le monde ? Selon Aheda Zanetti, la créatrice du burkini, entre 35 et 45% des femmes qui achètent ses burkinis ne sont pas musulmanes[12] Pourquoi ne pas concevoir que des femmes veuillent se protéger

(des effets cancérigènes) du soleil ou souhaitent se soustraire aux regards pesants de certains hommes ?

Le républicanisme communautariste intègre mal ses populations étrangères, non parce qu’il prêche un “vivre-ensemble” abstrait, mais parce qu’il est exclusif et inégalitaire dans la pratique. Ce républicanisme-là tourne le dos à l’ambition universaliste de la révolution de 1789 : il essentialise la population musulmane, toujours suspectée de ne pas adhérer aux règles de bienséance et de vie “françaises”. Ce faisant, cette idéologie n’est qu’un discours creux qui se mord la queue ; une promesse d’égalité jamais tenue et de plus en plus discréditée aux yeux des populations issues de l’immigration.

Une attaque raciste et sexiste

Comment ne pas comprendre que l’interdit du burkini dans l’espace public (demain du hijab ?) est une attaque délibérée à caractère raciste/islamophobe et sexiste ? Les arrêtés municipaux ne sont d’ailleurs qu’une infime partie du problème. Éric Fassin observe à juste titre qu’il existe en France une politique de l’État qui discrimine certaines catégories de citoyens qui sont “ethnicisées” par des pratiques administratives (profile ethno-racial des “Noirs” et des “Arabes”), et à travers des déclarations publiques du personnel politique de droite, mais aussi de gauche[13]. Aujourd’hui, avec les interdits municipaux anti-burkinis, nous sommes passés au stade de la discrimination directe et explicite d’une population.

Cette dérive, grave et inquiétante, devrait faire réagir fortement toutes les composantes de la gauche. Las, à quelques exceptions près, celle-ci se tait. Les dirigeants ont peur de s’embourber dans un sujet “sociétal”, ou encore sont effrayés à l’idée d’être associés à la cause des musulmanes voilées. À cela s’ajoute un dédain pour les libertés individuelles, considérées comme un combat secondaire par rapport aux questions sociaux-économiques. Comme s’il était possible de dissocier les rapports de domination économique des politiques racistes et sexistes ! Edwy Plenel énonçait récemment une opinion qui devrait être une évidence à gauche : “la liberté est indivisible”. Quel-le dirigeant-e de gauche fait sienne cette maxime dans le débat sur le burkini ?[14] Où est l’égalité entre citoyen-nes si celle-ci consiste à octroyer à certains plus de liberté qu’à d’autres ?

Une partie de la gauche devrait donc repenser le républicanisme et le laïcisme, afin d’orienter ces valeurs dans un sens inclusif ; celui qui conçoit l’égalité entre citoyens, non dans un cadre holiste, mais comme un espace pluriel et ouvert. Il conviendrait de sortir du communautarisme républicain pour poser le principe d’une république dans laquelle règne la “liberté comme non-domination” : un État républicain juste et égalitaire est celui qui limite son *imperium* sur les individus dans ce qu’il a d’arbitraire et d’intrusif[15]. Des jalons ont été posés par des chercheur-es français-es[16]. Il existe également des réflexions et des expériences fructueuses dans ce domaine à l’étranger dont on ferait bien de s’inspirer en France[17].

L’argument féministe pour justifier ou à tout le moins “comprendre” la pertinence de mesures racistes ne convainc pas non plus[18]. Il est vain, voire dangereux de concevoir la question de l’émancipation des femmes par le biais de la coercition ou en leur donnant des leçons vestimentaires. La gauche devrait plutôt s’attacher à combattre les inégalités réelles entre hommes et femmes : dans les rapports de travail, mais aussi dans la sphère privée. Les partis et gouvernements de gauche, qui sont dirigés en général par des hommes blancs

d’âge mûr en général, sont peu combatifs contre les aspects les plus brutaux de la domination patriarcale : qu’ont-ils à dire, par exemple, sur les inégalités sur le plan de la répartition des tâches domestiques ou l’éducation des enfants au sein d’un couple ? Il y aurait pourtant urgence à émanciper les femmes qui sont archi-exploitées dans ce domaine !

La gauche qui combat le burkini et le hijab doit s’ouvrir au monde tel qu’il est ; elle doit cesser de cultiver un entre soi idéologique qui l’isole. Cette gauche de l’entre soi ferait bien de remettre en cause quelques totems idéologiques. C’est bien parce qu’elle ne se donne pas les moyens d’interpréter les pratiques sociales et populaires avec pertinence, que cette gauche n’a pratiquement aucune crédibilité auprès des victimes d’actes racistes et sexistes.

Illustration : Wayne Miller, USA. 1958. Children in a movie theater.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d’origine activée.

références

références

⇧1 Ben Quinn, “French police make woman remove clothing on Nice beach following ban on burkini”, *The Guardian*, 24 August 2016, https://www.theguardian.com/world/2016/aug/24/french-police-make-woman-remove-burkini-on-nice-beach]

⇧2 Hélène Constanty, “La justice valide les arrêtés anti-burkini”, Mediapart, 22 août 2016, https://www.mediapart.fr/journal/france/220816/la-justice-valide-les-arretes-anti-burkini

⇧3 Olivier Roy (entretien avec), “Pour les femmes qui le portent, le burkini est un compromis entre la modernité et la foi”, FranceTV info, 21 août 2016, http://www.francetvinfo.fr/societe/religion/laicite/polemique-sur-le-burkini/pour-les-femmes-qui-le-portent-leburkiniest-un-compromis-entre-la-modernite-et-la-foi_1593515.html

⇧4 Gérard Noiriel, *Le Creuset français. Une histoire de l’immigration. XIX-XXe siècles*, Paris, Le Seuil, 1988.

⇧5 Philippe Marlière, “La république est un consensus mou”, *Ballast*, 3 juin 2015, http://www.revue-ballast.fr/philippe-marliere-la-republique/

⇧6 Philippe Marlière, “France : un communautarisme majoritaire”, *Politique, revue de débats*, février 2004, http://politique.eu.org/spip.php?article391

⇧7 Non-signé, “Chevènement conseille la discrétion aux musulmans”, *Le Figaro*, 15 août 2016, http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/08/15/01016-20160815ARTFIG00078-chevenement-conseille-la-discretion-aux-musulmans.php

⇧8 James Abott, “Les leçons de Jean-Luc Mélenchon sur la mode islamique et le voile en Iran”, *RTL.fr*, 3 avril 2016, http://www.rtl.fr/actu/politique/les-lecons-de-jean-luc-melenchon-sur-la-mode-islamique-et-le-voile-en-iran-7782664231

⇧9 Non-signé, “Manuel Valls : le burkini n’est pas compatible avec les valeurs de la France”, *Le Point*, 17 août 2016, http://www.lepoint.fr/politique/valls-le-burkini-n-est-pas-compatible-avec-les-valeurs-de-la-france-17-08-2016-2061783_20.php

⇧10 Philippe Marlière, “Néo-républicanisme vs. Extrême droite : un clivage mortel pour la gauche”, *Regards*, 16 décembre 2015. Voir : http://www.regards.fr/des-verites-desagreables-par-philippe-marliere/article/neo-republicanisme-vs-extreme.

⇧11 Jean-Luc Mélenchon (entretien avec), “Je suis le bulletin de vote stable et sûr”, *Le Monde*, 24 août 2016. Voir : http://abonnes.lemonde.fr/politique/article/2016/08/24/jean-luc-melenchon-je-suis-le-bulletin-de-vote-stable-et-sur_4987052_823448.html.

⇧12 Nora Caplan-Bricker, “The French burkini bans are irresponsible, Islamophobic, and terrible for women”, *Slate*, 18 août 2016. Voir : http://www.slate.com/blogs/xx_factor/2016/08/18/burkini_bans_target_muslim_women_after_terrorism_in_france.html.

⇧13 Éric Fassin, “La mort d’Adama Traoré, une affaire d’État”, *Mediapart*, 5 août 2016, https://blogs.mediapart.fr/eric-fassin/blog/050816/la-mort-d-adama-traore-une-affaire-d-etat

⇧14 Edwy Plenel, “Un vêtement comme un autre”, *Mediapart*, 14 août 2016, https://blogs.mediapart.fr/edwy-plenel/blog/140816/un-vetement-comme-les-autres

⇧15 Philip Pettit, *Républicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement*, Paris, Gallimard, 2004 (*Republicanism: a theory of freedom and government*, Oxford, Oxford University Press, 1999).

⇧16 Cécile Laborde, *Français, encore un effort pour être républicains !*, Paris, Éditions du Seuil, 2010.

⇧17 Philippe Marlière, “La laïcité comme principe de non-domination”, *Mediapart*, 30 octobre 2013, https://blogs.mediapart.fr/philippe-marliere/blog/301013/la-laicite-un-principe-de-non-domination

⇧18 Christine Delphy, “Quand des féministes soutiennent des lois racistes”, *Les Mots sont importants*, 17 août 2016. Voir : http://lmsi.net/Quand-des-feministes-soutiennent.